



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Unité départementale des Vosges

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Epinal, le 20/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/10/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

RECUPFER

22 RUE DES CURTILLES
88410 Bleurville

Références : S-23-1275RP

Code AIOT : 0006202094

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2023 dans l'établissement RECUPFER implanté 22 RUE DES CURTILLES 88410 Bleurville. L'inspection a été annoncée le 28/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été menée dans le cadre d'une action régionale relative à la filière de gestion des Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RECUPFER
- 22 RUE DES CURTILLES 88410 Bleurville
- Code AIOT : 0006202094
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'AIOT contrôlée est une installation de stockage, de dépollution et de broyage de métaux et de véhicules hors d'usage soumise à autorisation.

Le contrôle a porté sur les installations de tri, transit, regroupement de Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE), soumises au régime de la déclaration au titre de la rubrique 2711-2 de la nomenclature des installations classées. Le référentiel utilisé pour le contrôle était constitué de :

- l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2711, 2713, 2714 et 2716 ;
- certains articles du code de l'environnement relatifs à la gestion des déchets.

Le thème de visite retenu est le suivant :

- Filière de gestion des DEEE.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|---|---|-------------------|
| 1 | Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE | Décret du 06/06/2018, article Annexe | / | Sans objet |
| 4 | Contrôle périodique | Code de l'environnement du 29/11/2018, article R. 512-55 | / | Sans objet |
| 5 | Existence d'un contrat avec un éco-organisme | Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1 | / | Sans objet |
| 7 | Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants | Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-45 | / | Sans objet |
| 8 | Traçabilité des déchets | Code de l'environnement du 01/04/2021, article R. 541-43 | / | Sans objet |
| 12 | Transferts d'EEE usagés | Code de l'environnement du 19/08/2014, article R. 543-206-2 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle, menée spécifique sur la filière de gestion des DEEE, n'a pas mis en évidence de non-conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE

| |
|---|
| Référence réglementaire : Décret du 06/06/2018, article Annexe |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Classification de l'installation contrôlée sous la rubrique 2711 |
| Prescription contrôlée : 2711 : Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Le volume susceptible d'être entreposé étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m3 : régime de l'enregistrement 2. Supérieur ou égal à 100 m3, mais inférieur à 1 000 m3 : régime de la déclaration avec contrôle périodique |
| Constats : L'installation bénéficie du récépissé préfectoral du 05 décembre 2007 au titre de la rubrique 2711 de la nomenclature des installations classées. Les DEEE présents sur site proviennent du démantèlement de Véhicules Hors d'Usage (VHU). L'exploitant indique ne pas collecter de DEEE et l'inspecteur n'a pas constaté sur site de DEEE susceptible d'avoir une autre origine et donc susceptible de relever de la rubrique 2711 de la nomenclature des installations classées. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : Contrôle périodique

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/11/2018, article R. 512-55 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Réalisation du contrôle périodique |
| Prescription contrôlée : Les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à l'obligation de contrôle périodique prévu à l'article L. 512-11 sont fixées à l'annexe de l'article R. 511-9. Toutefois, les installations classées figurant à cette annexe ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. |
| Constats : Le site est soumis au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2712, il n'est donc pas assujéti au contrôle périodique. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 5 : Existence d'un contrat avec un éco-organisme

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Contractualisation avec un éco-organisme ou un système individuel agréé |
| Prescription contrôlée : <p>II. – Pour l'application de l'article L. 541-10-20, un opérateur de gestion de déchets ne peut gérer des déchets d'équipements électriques et électroniques que s'il a conclu préalablement un contrat écrit relatif à la gestion de ces déchets, soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé, soit, pour ce qui concerne un opérateur de collecte, de transit ou de regroupement, avec un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant lui-même conclu un contrat entrant dans le champ des deux alinéas précédents. Dans ce cas, l'opérateur de traitement fournit à l'opérateur de collecte, de transit ou de regroupement un document justificatif de l'existence et de l'adéquation du contrat.</p> <p>III. – Le contrat mentionné au II est conclu avec un éco-organisme agréé pour la catégorie de déchets concernés ou avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé pour les déchets issus de ses produits.</p> <p>IV. – Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement et de l'industrie définit les dispositions et clauses minimales devant figurer dans les contrats et les documents justificatifs mentionnés au II.</p> <p>V. – Tout opérateur mentionné au II du présent article est tenu de présenter les contrats ou les documents justificatifs exigés à ce II, à la demande de tout inspecteur de l'environnement au sens du I de l'article L. 172-1.</p> <p>S'il est constaté qu'un opérateur mentionné au II gère des déchets sans disposer préalablement des contrats ou des justificatifs nécessaires, le préfet du département où exerce l'opérateur concerné l'avise des faits qui lui sont reprochés et de la sanction qu'il encourt. L'intéressé est mis à même de présenter ses observations, écrites ou orales, dans le délai d'un mois, le cas échéant, assisté d'un conseil ou représenté par un mandataire de son choix.</p> <p>Au terme de cette procédure, le préfet peut, par une décision motivée qui indique les voies et délais de recours, prononcer une amende administrative dont le montant tient compte de la gravité des manquements constatés et des avantages qui en sont retirés et qui ne peut excéder 750 € pour une personne physique et 3 750 € pour une personne morale par tonne de déchets d'équipements électriques et électroniques.</p> <p>La décision mentionne le délai et les modalités de paiement de l'amende. L'amende est recouvrée conformément aux dispositions du décret n° 2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.</p> |
| Constats : <p>L'exploitant ne dispose pas d'un contrat avec un éco-organisme. Les DEEE présents sur site provenant du démantèlement de VHU, et conformément aux dispositions de l'article R. 542-172-1 qui précise : « 1° Les équipements électriques et électroniques qui sont spécifiquement conçus et installés pour s'intégrer dans un autre type d'équipement exclu du champ d'application de la présente sous-section ou n'en relevant pas, et qui ne peuvent remplir leur fonction que s'ils font partie de cet équipement. », l'exploitant n'est pas assujéti à l'obligation de disposer d'un contrat avec un éco-organisme.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 7 : Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-45 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – Utilisation de Trackdéchets |
| Prescription contrôlée : <p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée « système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ».</p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p> |
| Constats : <p>Le jour du contrôle, l'exploitant n'a pu justifier de l'utilisation du système de gestion informatisé trackdéchets. Par courriel du 13 octobre, le prestataire de service de l'exploitant a transmis à l'inspection quelques exemples de bordereaux de suivi de déchets dématérialisés ainsi qu'un registre de déchets justifiant de l'utilisation par l'exploitant du système de gestion informatisées trackdéchets.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 8 : Traçabilité des déchets

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article R. 541-43 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – registre chronologique |
| Prescription contrôlée : <p>I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.</p> |
| Constats : <p>Un registre par type de déchet est présent et comporte les informations requises. Le registre relatif aux déchets non ferreux n'était cependant pas à jour. Par courriel du 13 octobre, le prestataire de service de l'exploitant a transmis le registre en question mis à jour.</p> |
| Observations : <p>Il est rappelé à l'exploitant de veiller à la mise à jour des registres au fil de l'eau</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 12 : Transferts d'EEE usagés

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/08/2014, article R. 543-206-2 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Document justifiant du transfert d'EEE usagés vers l'étranger |
| Prescription contrôlée : <p>I. – Afin de pouvoir faire la distinction entre des équipements électriques et électroniques et des déchets d'équipements électriques et électroniques, lorsqu'il déclare son intention de transférer ou qu'il transfère des équipements électriques et électroniques usagés et non des déchets d'équipements électriques et électroniques, leur détenteur tient à disposition des agents mentionnés à l'article L. 541-44 et chargés du contrôle des dispositions de la présente sous-section les documents suivants à l'appui de cette déclaration :</p> <p>1° Une copie de la facture et du contrat relatif à la vente ou au transfert de propriété de l'équipement électrique et électronique, indiquant que celui-ci est destiné à être réemployé directement et qu'il est totalement fonctionnel ;</p> <p>2° Une preuve d'évaluation ou d'essais, sous la forme d'une copie des certificats d'essais ou autres preuves du bon fonctionnement, pour chaque article du lot, et un protocole comprenant toutes les informations consignées conformément au II du présent article ;</p> <p>3° Une déclaration du détenteur qui organise le transport des équipements électriques et électroniques, indiquant que le lot ne contient aucun matériel ou équipement constituant un déchet au sens de l'article L. 541-1-1.</p> <p>En outre, il assure une protection appropriée contre les dommages pouvant survenir lors du transport, du chargement et du déchargement, en particulier au moyen d'un emballage suffisant et d'un empilement approprié du chargement.</p> <p>II. – Afin de démontrer que les objets transférés sont des équipements électriques et électroniques usagés et non des déchets d'équipements électriques et électroniques, leur détenteur effectue des tests afin de s'assurer du bon fonctionnement de chacun d'entre eux et évalue la présence de substances dangereuses. Il consigne le résultat de ces tests et évaluations et établit un procès-verbal d'essai par équipements électriques et électroniques comportant les informations suivantes :</p> <p>1° Le nom de l'article (nom de l'équipement, s'il est énuméré à l'annexe II ou IV de la directive 2012/19/UE du 04 juillet 2012 relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques, selon le cas, et catégorie visée à l'annexe I ou III de la même directive, selon le cas) ;</p> <p>2° Le numéro d'identification de l'équipement (numéro de type), le cas échéant ;</p> <p>3° L'année de production si elle est connue ;</p> <p>4° Le nom et l'adresse de l'entreprise chargée d'attester le bon fonctionnement ;</p> <p>5° La date et les résultats des essais ;</p> <p>6° Le type d'essais réalisés.</p> <p>Avant tout transfert transfrontière, ce procès-verbal d'essai est fixé solidement, mais de manière non permanente, soit sur l'équipement électrique et électronique lui-même s'il n'est pas emballé, soit sur son emballage, de façon à pouvoir être lu sans déballer l'équipement.</p> <p>III. – Chaque chargement d'équipements électriques et électroniques usagés transféré doit être accompagné :</p> <p>1° D'un document de transport pertinent, comme une lettre de voiture internationale, dite CMR, prévue par la convention relative au contrat de transport international de marchandises par route ;</p> <p>2° D'une déclaration de la personne habilitée sur sa responsabilité.</p> |

| |
|--|
| Constats : L'exploitant ne fait aucun transfert de DEEE vers l'étranger. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |